

Gaspillage et mauvaise gestion

que ce serait la même chose si le gouvernement était néo-démocrate. Je me souviens d'avoir rencontré un jour des ministres de tous les coins du pays, des ministres de l'Agriculture, et d'avoir constaté que certains, qui étaient membres de mon parti, avaient une attitude plus conservatrice que d'autres. Tout gouvernement au pouvoir depuis longtemps a tendance à gaspiller et à exagérer.

Prenons par exemple le gouvernement actuel, qui est au pouvoir depuis tant d'années. Rares sont les ministres qui ne sont pas au cabinet depuis longtemps. Ceux qui sont nouvellement arrivés ont eu une longue expérience de députés. Il s'agit notamment du ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales (M. Reid). Néanmoins, le gouvernement n'est pas capable de régler le problème pourtant bien simple de M^{me} Dubé, qui se laisse mourir de faim devant notre édifice depuis 20 jours. Le gouvernement n'est pas capable de régler ses difficultés. Certains députés prétendent que cela relève des provinces.

Quand M^{me} Dubé est allée à Québec rencontrer le premier ministre de la province, il lui a dit que cette affaire ne la regardait pas, qu'il ne pouvait pas l'aider, et que cela devait être réglé à Ottawa. C'est pourquoi elle est venue à Ottawa. Elle est ici depuis. Le gouvernement n'a pas été capable de régler ses difficultés, pas plus que celles de bien d'autres gens. Le problème de M^{me} Dubé est simple. Je crois savoir que le plafond de son sous-sol est trop bas. Elle mourra peut-être sur la colline parlementaire. Si nous n'avons pas d'élections bientôt, il y aura toujours ici 265 députés incapables de résoudre ses difficultés.

Faut-il s'étonner que cela ait donné lieu à des abus de pouvoir? On a entrepris de réaliser certaines choses à la suite d'un sondage Gallup. L'une d'elles a souvent été mentionnée à la Chambre. En déménageant une partie de ses activités dans la ville de Hull, pour des raisons politiques, le gouvernement a provoqué un surplus de locaux dans la ville d'Ottawa. Cette entreprise a coûté des centaines de millions de dollars et continuera d'engloutir des sommes importantes à l'avenir. Ce déménagement comporte certains aspects positifs. On a toujours dit qu'on résoudrait les problèmes du Québec en lui donnant davantage. Cependant, aujourd'hui on constate qu'Ottawa compte de nombreux édifices à bureaux inoccupés. En l'espace de cinq ans, près d'un cinquième des locaux à Ottawa sont devenus inutilisés parce que le gouvernement a décidé de déménager une partie de ses services de l'autre côté de la rivière. On voulait ainsi prouver aux Québécois qu'ils appartenaient également à la Capitale nationale. Cependant, tout ce remue-ménage n'a contribué qu'à semer la confusion chez les Hulllois qui ne savent plus ce qui appartient à la province de Québec, ce qui appartient à la Commission de la Capitale nationale et qui se demandent si Hull sera annexée à la ville d'Ottawa. Je doute que ce déménagement ait favorisé d'une manière quelconque l'unité nationale mais, chose certaine, il a entraîné des dépenses considérables.

La ville de Hull n'a pas été le seul objectif de ce déménagement. Le gouvernement a entrepris de décentraliser ses services. C'est ainsi que le bureau central des Affaires des Anciens combattants a été déménagé à Charlottetown. Les députés peuvent-ils s'imaginer jusqu'à quel point il est inutile de déplacer la Commission des pensions ou le bureau central des ministères sans faire de même pour les services? Car on n'a

pas déménagé les centres hospitaliers, simplement le bureau central où l'on conserve les dossiers. Et on a choisi l'Île-du-Prince-Édouard simplement pour permettre au ministre des Affaires des Anciens combattants (M. MacDonald) de se faire réélire à tout jamais. Autrement dit si les gens de Vancouver se rendent à la Commission canadienne des pensions, cela sera très bien car ils pourront visiter tout le pays, et le traverser d'un océan à l'autre. C'est peut-être charmant pour les anciens combattants qui peuvent se le permettre, mais beaucoup d'entre eux ne pourront pas faire la moitié du trajet, et ne pourront même pas se rendre jusqu'à Ottawa et certainement pas jusqu'à l'Île-du-Prince-Édouard.

● (2010)

Et que feront les cultivateurs qui veulent demander un prêt agricole? J'ai lu l'autre jour dans un communiqué de presse du ministère de l'Agriculture qu'ils devront se rendre à Camrose, en Alberta, pour faire leur emprunt. Nous avons obtenu plus d'argent pour la Société du crédit agricole, et voilà que l'agriculteur qui veut obtenir à présent un prêt et avoir un entretien avec un haut fonctionnaire devra se rendre à Camrose, en Alberta. Je ne sais si cela se produira en réalité, et je me demande si cela se fera après les élections. Il faudrait savoir s'il y aura un ministre du cabinet libéral élu dans la province de l'Alberta car autrement, la société pourrait être renvoyée ailleurs.

La décentralisation ne nous fait certainement pas réaliser des économies. Cela va coûter beaucoup d'argent à ceux qui ne sont pas à même de fournir les services d'infrastructure, mais apportera au parti libéral quelques votes, grâce à cette petite valse d'organismes disséminés un peu partout dans le pays. J'ai demandé l'autre jour si l'on allait déplacer le ministère des Approvisionnements et Services à Matane, au Québec, le ministre du cabinet venant de cette région. J'ai été jusqu'à dire, par boutade que nous allions bientôt acheter nos crayons à Matane plutôt qu'à Ottawa. Pour être juste envers le ministre, il est venu me voir en privé, non pas pour me demander de ne pas parler de ce que je ne connaissais pas mais pour me faire remarquer qu'il n'avait acheté que quelques dollars de crayons à Matane, et qu'il continuait d'acheter des crayons à d'autres endroits. Si c'est vrai, pourquoi se fatiguer à décentraliser? Pourquoi le faire si cela n'apporte même pas quelques petits avantages au ministre et à la ville qu'il représente?

La plupart des Canadiens en ont plus qu'assez de ce gâchis que l'on fait de la vie parlementaire. D'autres avant moi ont parlé de cette absence de contrôle sur les dépenses. A peine cette motion sera-t-elle adoptée ou rejetée qu'une autre motion nous sera présentée aux termes de laquelle nous devons approuver des milliers de dollars de dépenses budgétaires, dont la plus grande partie n'a même pas été étudiée par les députés. Au cours des dix dernières années, nous n'avons apporté aucun changement aux 20 ou 30 millions de dollars que nous votons ni même à \$20 ou \$30 des ces dépenses. Lorsque nous sommes en comité et qu'il nous arrive de constater que le gouvernement a égaré ou alloué à tort \$20, ou s'en apercevra sans doute, mais s'il s'agit de 20 millions de dollars, il n'y a rien à y faire.

Depuis que nous avons modifié la façon d'examiner les prévisions budgétaires, ces dernières ne servent plus qu'à vanter les mérites du ministère, ce ne sont plus que des éloges à l'égard du ministère et des fonctionnaires qui y travaillent, et nous n'avons plus la possibilité de décider, en tant que députés,